

RAPPORT 2020 SUR LES DROITS DE L'HOMME – SÉNÉGAL

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Sénégal est une république dominée par un exécutif fort. En février 2019, les électeurs ont réélu Macky Sall président pour un deuxième mandat de cinq ans, lors d'élections estimées dans l'ensemble libres et équitables par les observateurs nationaux et internationaux.

La police et la gendarmerie sont chargées de l'application des lois et du maintien de l'ordre public. L'armée partage cette responsabilité dans des cas exceptionnels, par exemple lors d'un état d'urgence. Le Sénégal a été dans l'état d'urgence entre le 23 mars et le 30 juin. La police nationale relève du ministère de l'Intérieur et opère dans les grandes villes. La gendarmerie relève du ministère des Forces armées et opère principalement en-dehors des grandes villes. L'armée relève également du ministère de la Défense. Les autorités civiles ont, dans l'ensemble, exercé un contrôle efficace sur les forces de sécurité. Des membres des forces de sécurité ont commis des abus.

Parmi les problèmes importants relatifs aux droits de l'homme, l'on compte : des exécutions arbitraires et extrajudiciaires, y compris des exécutions extrajudiciaires commises par l'État ou en son nom, des actes de torture et autres châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, des conditions dures et potentiellement mortelles en milieu carcéral, des arrestations ou détentions arbitraires, de sérieux problèmes concernant l'indépendance du judiciaire, de sévères restrictions limitant la liberté d'expression, la presse et internet, y compris des lois pénales sur la diffamation orale et écrite, des actes sérieux de corruptions du judiciaire, de la police et de l'exécutif, un nombre insuffisant d'enquêtes menées en cas de violence à l'égard des femmes et un manque de reddition de comptes dans ces affaires, des infractions et crimes impliquant des violences ou menaces à l'encontre de personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres ou intersexes, l'existence ou l'utilisation de lois pénalisant les pratiques sexuelles consenties entre adultes du même sexe, ainsi que l'existence des pires formes de travail des enfants.

Les pouvoirs publics ont adopté des mesures pour identifier les exactions commises par des agents de l'État, mener les enquêtes qui s'imposaient, traduire en justice et punir les responsables, qu'ils appartiennent aux forces de sécurité ou à d'autres secteurs de l'État, mais l'impunité existait.

SÉNÉGAL²

Dans la région méridionale de la Casamance, située entre la Gambie et la Guinée-Bissau, une insurrection de faible intensité s'est poursuivie entre les forces de sécurité et les séparatistes armés. Des incidents violents impliquant des personnes associées à diverses factions du Mouvement séparatiste des forces démocratiques de Casamance se sont produits par intermittence. Il y a eu plusieurs heurts entre ces séparatistes et les forces militaires et policières. Les efforts de médiation se sont poursuivis en vue de parvenir à une solution négociée du conflit, qui a commencé en 1982. Plusieurs incidents liés à l'abattage illicite de bois d'œuvre par les séparatistes du Mouvement des forces démocratiques de Casamance se sont produits alors que les forces de sécurité ont renforcé leurs efforts visant à mettre fin au commerce illicite. Les autorités ont régulièrement mené des enquêtes et engagé des poursuites sur ces incidents.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques

Au moins deux cas d'exécution arbitraire ou extrajudiciaire commise par des agents des pouvoirs publics ont été signalés.

Le 11 mars, les autorités ont mis en examen trois agents de police dans le cadre de la mort d'un motocycliste à Fatick. Cet homme aurait été en possession de stupéfiants lors de son interpellation par la police. À la suite de son appréhension, les agents de police l'auraient emmené sur une plage où ils l'auraient tabassé à mort.

Le 2 mai, un détenu de la prison de Diourbel est décédé des suites de blessures graves. Trois agents de police et un agent de sécurité et communautaire du commissariat de Mbacké l'auraient tabassé. Les autorités ont mis en examen les auteurs présumés de sa mort.

b. Disparitions

Aucune disparition causée par les autorités publiques ou en leur nom n'a fait l'objet d'un signalement.

c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

SÉNÉGAL3

La Constitution et la loi interdisent ces pratiques. Des organisations de défense des droits de l'homme ont relevé des exemples de maltraitance physique commise par les autorités, notamment le recours excessif à la force ainsi que des traitements cruels et dégradants dans les prisons et les centres de détention. Elles ont en particulier critiqué les méthodes de fouille au corps et d'interrogatoires. La police aurait forcé des détenus à dormir à même le sol, braqué des lumières aveuglantes sur eux, les aurait frappés à coups de matraque et les aurait gardés dans des cellules très peu aérées. Toutefois, les enquêtes étaient souvent prolongées de manière injustifiée et débouchaient rarement sur des mises en accusations ou des inculpations.

L'impunité de tels actes constituait un problème considérable. Parmi les services chargés d'enquêter lors de tels abus l'on comptait le ministère de la Justice et l'Observateur national des lieux de privation de liberté.

Des images filmées le 24 mars, première nuit du couvre-feu national associé à la COVID-19, montrent des policiers matraquant des personnes qui fuient. La police s'est excusée dans une déclaration pour ces « interventions excessives » et a promis de punir les agents impliqués.

Selon le portail en ligne de Déontologie en mission de terrain de l'ONU, en février, une accusation d'exploitation et d'abus sexuels impliquant une relation d'exploitation d'un adulte a été portée contre des casques bleus sénégalais déployés dans le cadre de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti. En septembre, le gouvernement du Sénégal et les Nations Unies menaient l'enquête sur cette accusation.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions dans certaines prisons et des centres de détention étaient dures et délétères du fait du manque de nourriture, de la surpopulation, de l'insalubrité et de l'insuffisance des soins médicaux.

Conditions matérielles : La surpopulation était endémique. Par exemple, la maison d'arrêt de Rebeuss, principale prison de Dakar, accueillait plus du double du nombre de prisonniers qu'elle était censée recevoir. Les femmes détenues bénéficiaient généralement de meilleures conditions que les hommes. Les personnes en détention provisoire n'étaient pas toujours séparées des prisonniers condamnés. Les détenus mineurs étaient souvent incarcérés avec des adultes ou autorisés à se mélanger librement à eux pendant la journée. Les jeunes filles étaient

SÉNÉGAL4

détenues avec les femmes. Les nourrissons et nouveau-nés restaient souvent en prison avec leur mère jusqu'à l'âge d'un an, sans cellules spéciales ni soins médicaux ou rations alimentaires supplémentaires.

Outre la surpopulation, une organisation non gouvernementale (ONG), l'Organisation nationale des droits de l'homme, a déclaré que l'insalubrité constituait un problème majeur. L'alimentation de piètre qualité et en quantité insuffisante, l'accès limité aux soins médicaux, la chaleur étouffante, la mauvaise évacuation des eaux et les invasions d'insectes posaient également problème dans tout le système pénitentiaire. Le 20 février, un détenu est décédé à la prison de Mbour. Selon les informations officielles, il aurait souffert d'une crise d'asthme aiguë déclenchée par sa détention dans une cellule surpeuplée qu'il partageait avec 87 autres détenus.

Selon les statistiques les plus récentes des autorités, 31 détenus sont décédés dans des prisons ou centres de détentions en 2019, soit six de moins qu'en 2018. Les statistiques des pouvoirs publics ne précisaient pas la cause des décès. Si les responsables, dont des membres du personnel pénitentiaire et d'autres prisonniers, ont peut-être fait l'objet de sanctions disciplinaires internes au sein de l'établissement, aucune poursuite n'a été intentée et aucune autre mesure officielle prise à leur encontre.

Administration : Les autorités n'ont pas toujours enquêté de façon crédible sur les accusations de mauvais traitements. Des médiateurs étaient disponibles pour donner suite aux plaintes, mais les prisonniers ne savaient pas comment les contacter ou comment porter plainte. Les autorités ont autorisé les prisonniers et les détenus à porter plainte auprès des autorités judiciaires sans être censurés et à demander une enquête sur les allégations crédibles de conditions inhumaines, mais rien n'indiquait que des agents de l'État aient mené la moindre enquête.

Surveillance indépendante : Les autorités publiques ont autorisé des groupes locaux de défense des droits de l'homme, qui agissaient tous de manière indépendante, ainsi que des observateurs internationaux, à effectuer des visites dans les prisons. L'Observateur national des lieux de privation de liberté a eu accès sans restriction aucune à tous les lieux de détention et prisons civiles, mais pas aux installations militaires ni à celles des services de renseignement. L'Observateur national n'était pas en mesure de contrôler les prisons de l'ensemble du pays. Il présentait par le passé un rapport annuel, mais ceux de 2015 à 2019 n'avaient pas encore été publiés à la fin de l'année.

SÉNÉGAL⁵

Des membres du Comité international de la Croix-Rouge ont visité des prisons à Dakar et en Casamance.

Améliorations : En avril, le président Sall a gracié 2 036 détenus dans le cadre d'une mesure visant à maîtriser la propagation de la COVID-19 dans le système carcéral.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La Constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires, mais les pouvoirs publics n'ont pas toujours respecté ces interdictions. La loi autorise les détenus à contester le fondement juridique ou le caractère arbitraire de leur détention et à obtenir une libération rapide et des indemnités s'il est établi qu'ils ont été illégalement détenus, mais, faute de conseils juridiques adéquats, cela s'est rarement produit. Dans une directive politique datant de janvier 2019, le ministre de la Justice a demandé aux procureurs de régulièrement visiter les centres de détention dans le but d'identifier les détenus en attente de procès au pénal afin de réduire le recours à la détention pour des besoins non officiels ou extrajudiciaires.

Les autorités publiques ne disposaient pas de mécanismes efficaces pour sanctionner les exactions et la corruption. Bien que chargée d'enquêter sur les exactions de la police, la Division des investigations criminelles (DIC) n'a pas été efficace pour remédier à l'impunité et à la corruption (cf. Section 4, Corruption). Une loi d'amnistie protège le personnel de police et de sécurité impliqué dans les « crimes politiques » commis entre 1983 et 2004, à l'exception des meurtres dits de « sang-froid ». Le tribunal régional de Dakar comprend un tribunal militaire qui a compétence pour juger les infractions commises par les militaires. Il est composé d'un juge civil, d'un procureur civil et de deux assesseurs militaires qui conseillent le juge, l'un d'eux devant être du même grade que l'accusé. Le tribunal ne peut juger des civils que s'ils ont été associés à des militaires qui ont enfreint les lois militaires. Il procure les mêmes droits qu'un tribunal pénal civil.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

Sauf dans le cas de flagrant délit (venant d'être commis ou découvert juste après sa commission) la police doit obtenir un mandat du tribunal pour procéder à l'arrestation et à la détention d'un suspect. La police traite la plupart des cas comme des flagrants délits et procède à des arrestations sans mandat en invoquant ses pouvoirs de détention provisoire. La DIC peut détenir des individus jusqu'à

SÉNÉGAL6

24 heures avant de les relâcher ou de les mettre en examen. Les autorités n'ont pas informé rapidement de nombreux détenus des chefs d'accusation pesant contre eux. S'ils peuvent prouver qu'il existe des motifs sérieux d'inculpation ultérieure et si un procureur les y autorise, les policiers, notamment les responsables de la DIC, peuvent multiplier par deux la durée de la période de détention, de 24 à 48 heures, sans aucun chef d'accusation. Si une telle prolongation de la détention est autorisée, le prévenu doit être déféré devant le parquet dans un délai de 48 heures suivant son interpellation. Concernant les infractions particulièrement graves, les enquêteurs peuvent demander à un procureur de multiplier cette durée par deux, la faisant ainsi passer à 96 heures. Les autorités sont habilitées à détenir les terroristes présumés pendant une période initiale de 96 heures prorogeable jusqu'à 12 jours au plus. Cette période de détention ne commence véritablement que lorsque les autorités déclarent officiellement qu'un individu se trouve en détention, pratique qu'Amnesty International a critiquée car elle entraînait des périodes de détention d'une longueur excessive.

La libération sous caution était rare et les autorités n'autorisaient généralement pas les familles à rendre visite à un détenu. Aux termes de la loi, les avocats de la défense peuvent avoir accès aux suspects dès l'instant de leur arrestation et être présents pendant l'interrogatoire mais cette disposition n'était pas régulièrement respectée. Dans les dossiers impliquant des crimes graves, la loi prévoit la mise à disposition d'un avocat commis d'office pour tous les accusés au pénal qui n'ont pas les moyens d'en payer un, après leur période initiale de détention. Toutefois, dans de nombreux cas, l'avocat commis d'office se présente rarement, surtout à l'extérieur de Dakar. Dans les affaires de délits mineurs, les accusés indigents ne bénéficiaient pas toujours des services d'un avocat. Un certain nombre d'ONG a fourni une assistance ou des conseils juridiques aux personnes inculpées au pénal. En 2018, le ministère de la Justice a publié une directive exigeant que les accusés aient un avocat dès le début des interrogatoires.

Arrestations arbitraires : Le 21 juin, la gendarmerie a arrêté un ancien fonctionnaire après sa publication d'une lettre ouverte au président Sall dans la presse dénonçant ce qui était selon l'auteur, une mauvaise gestion du pays. Les autorités l'ont libéré le lendemain.

Détention provisoire : Selon des chiffres de l'ONU remontant à 2018, 45 % de la population carcérale était constituée de personnes en détention provisoire. Fin 2019, les autorités du pays ont signalé que ce pourcentage était de 42 %. Une majorité des prévenus en instance de jugement sont maintenus en détention. La loi précise qu'en cas d'infraction mineure, un prévenu ne peut rester plus de six mois

SÉNÉGAL7

en détention provisoire, néanmoins, les autorités ont couramment gardé des personnes en détention jusqu'à ce qu'un tribunal ordonne leur libération. Le nombre d'affaires en souffrance et l'absentéisme des juges ont entraîné un délai de deux ans en moyenne entre l'inculpation et le début du procès. Dans les affaires de meurtre, de menaces à la sécurité de l'État et de détournement de fonds publics, la durée de la détention provisoire n'était pas limitée. Dans de nombreux cas, les prévenus en détention provisoire restaient plus longtemps en prison que la durée de la peine prononcée ultérieurement.

Le 30 juin, le parlement a adopté deux lois autorisant le suivi électronique comme alternative à l'incarcération. Une fois qu'il sera opérationnel, le système de suivi électronique est conçu pour permettre aux tribunaux pénaux de relâcher certains prévenus en attente de jugement, ainsi que d'autres prévenus non-récidivistes condamnés pour des délits mineurs pour qu'ils soient mis en détention à domicile munis de bracelets électroniques suivant leurs déplacements. Le système de bracelet a pour but de soulager le recours excessif chronique à la détention provisoire et d'ainsi réduire la population carcérale.

e. Déni de procès public et équitable

La Constitution et la loi prévoient un système judiciaire indépendant, mais celui-ci était assujéti aux ingérences du gouvernement et à la corruption. Les magistrats ont fait part d'un nombre écrasant de dossiers à traiter, d'un manque de locaux, de matériel de bureau et de moyens de transport adéquats. Ils ont, en outre, ouvertement exprimé des doutes quant à la volonté de l'État de protéger l'indépendance du judiciaire. Le pouvoir judiciaire est officiellement indépendant mais le président décide des nominations au Conseil constitutionnel, à la cour d'appel et au Conseil d'État. Les juges sont susceptibles de subir des pressions du gouvernement dans le cadre d'affaires de corruption ou autres impliquant des responsables de haut niveau.

À plusieurs reprises, l'Union des magistrats sénégalais s'est plainte de l'ingérence du pouvoir exécutif dans le pouvoir judiciaire, notamment à travers la présence du président et du ministre de la Justice au Conseil supérieur de la magistrature chargé de la gestion de la carrière des juges et des procureurs. Les années précédentes, des membres du Conseil supérieur de la magistrature ont démissionné en protestation, déclarant que le pouvoir exécutif ne devrait pas être en mesure de s'immiscer dans les affaires judiciaires. En août, les autorités judiciaires ont démis de ses fonctions de manière sommaire le président d'un tribunal d'instance, entraînant ainsi des spéculations quant au fait qu'il était puni pour avoir mis en détention un chef

SÉNÉGAL8

religieux dans le cadre d'une affaire pénale. L'Union des magistrats sénégalais a publié une lettre ouverte condamnant cette rétrogradation et a embauché un avocat pour défendre le juge en appel. Le 2 septembre, un quotidien de Dakar a publié la liste de 20 magistrats qui, selon lui, avaient été démis de leurs fonctions au cours des dix dernières années dans le cadre de représailles pour avoir rendu des décisions impopulaires. Le cas de la rétrogradation de ce président tribunal d'instance datant du mois d'août a déclenché de vives critiques vis-à-vis du ministre de la Justice dans la presse et les cercles de juristes, tout en renouvelant les appels à une réforme judiciaire, y compris la reconstitution du Conseil supérieur de la magistrature. Les autorités ont respecté et fait respecter les décisions de justice.

Procédures applicables au déroulement des procès

La Constitution prévoit le droit à un procès équitable public pour tous les accusés et donne au pouvoir judiciaire indépendant l'autorité de faire respecter ce droit. Les accusés jouissent de la présomption d'innocence et du droit d'être informés promptement et en détail des accusations portées contre eux. Ils ont droit à un procès dans des délais raisonnables, le droit d'être présent au tribunal lors de leur procès et d'avoir un avocat commis d'office si nécessaire dans les cas de crimes (bien que les commentateurs juridiques indiquent que la mise à disposition d'avocats ne se produise pas toujours), ainsi que le droit de faire appel. Ils ont également le droit de bénéficier d'un délai suffisant et d'installations adéquates pour préparer leur défense, ainsi que de services gratuits d'interprétation si nécessaire, depuis le moment de leur mise en examen jusqu'à la fin de toutes les procédures d'appel. Les prévenus ont le droit de confronter et de présenter les témoins à charge et de présenter leurs propres témoins et preuves à décharge.

Bien que les accusés ne puissent pas être forcés à témoigner contre eux-mêmes ou à avouer leur culpabilité, la tradition de longue date dans le pays veut qu'ils fournissent des informations aux enquêteurs et témoignent pendant les procès. De plus, le nombre de dossiers en souffrance, le manque d'avocats (surtout dans les régions en-dehors de Dakar), l'inefficacité et la corruption du système judiciaire et la longue durée des détentions provisoires ont compromis bon nombre des droits des accusés.

Les audiences d'examen des preuves peuvent être fermées au public et à la presse. Bien qu'un prévenu et son avocat puissent présenter des éléments de preuve devant un juge d'instruction qui décidera si l'affaire fera ou non l'objet d'un procès, la police ou les procureurs peuvent limiter leur accès aux preuves à charge avant le

SÉNÉGAL⁹

procès. Au civil et au pénal, les tribunaux ordinaires sont présidés par un collège de juges.

Le droit d'appel existe dans tous les tribunaux, à l'exception de la Haute Cour de Justice, qui est la cour d'appel de dernier ressort. Ces droits s'appliquent à tous les citoyens. Le 15 juin, le plus grand syndicat national de greffiers a déclaré une grève, perturbant ainsi grandement les procédures des tribunaux, y compris en retardant les procès, en rendant les décisions de justice inaccessibles et en ralentissant les procédures administratives. Le 1^{er} septembre, le syndicat a suspendu la grève après que le ministère de la Justice a accepté de négocier.

Prisonniers et détenus politiques

Aucun cas de prisonniers ou de détenus politiques n'a été signalé.

Procédures et recours judiciaires au civil

Les citoyens peuvent demander cessation et réparation des violations des droits de l'homme devant les tribunaux administratifs et judiciaires ordinaires. Ils sont également autorisés à former des recours administratifs en portant plainte auprès du médiateur, qui constitue une autorité indépendante. La corruption et le manque d'indépendance de la justice ont entravé le traitement judiciaire et administratif de ces affaires. Dans les affaires concernant les droits de l'homme, les particuliers et les organisations ont la possibilité de faire appel des décisions auprès de la Cour de Justice de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest.

f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

Si la Constitution et la loi interdisent de tels actes, au moins un cas de non-respect de ces interdictions par les pouvoirs publics a été signalé.

Le 1^{er} juin, la police a arrêté le militant Assan Diouf après avoir forcé le portail de son domicile. M. Diouf a diffusé en direct sur sa page Facebook une vidéo dans laquelle il insultait les autorités, dont le président Macky Sall, et dénonçait une pénurie continue d'eau dans les banlieues de Dakar. M. Diouf était toujours en détention provisoire à la fin de l'année.

g. Violences et exactions dans les conflits internes

SÉNÉGAL10

En Casamance, un cessez-le-feu tacite est en vigueur depuis 2012 et le président Sall a poursuivi ses efforts pour résoudre ce conflit qui dure depuis 38 ans entre les séparatistes et les forces de sécurité de l'État. Les pouvoirs publics comme les diverses factions du mouvement séparatiste MFDC (Mouvement des forces démocratiques de Casamance) ont accepté les efforts de médiation menés par des parties neutres. Les progrès réalisés vers une résolution politique du conflit restent minimes. Le 30 juin, l'armée a entamé une campagne de bombardement des bases rebelles du MFDC dans la forêt de Mbissine après des attaques qu'ils auraient perpétrées contre de village de la région. Deux soldats ont été tués par des mines terrestres au cours de la campagne qui a duré un mois et plusieurs autres soldats ont été ainsi blessés. Depuis le mois de juillet, le conflit s'est dissipé et aucune autre action militaire n'a été entreprise.

Exécutions : Il n'a pas été fait état d'assassinats causés par les autorités de l'État ou en leur nom.

Enlèvements : Il y a eu plusieurs incidents en lien avec des actes de banditisme attribués à des rebelles du MFDC lors desquels des civils ont été détenus ou ont subi des préjudices.

Section 2. Respect des libertés civiles, notamment :

a. Liberté d'expression, notamment pour la presse

La liberté d'expression, notamment pour la presse, est garantie par la Constitution et la loi, mais les autorités l'ont parfois limitée.

Liberté d'expression : Le 14 mai, le rappeur et militant Abdou Karim Gueye a été condamné à trois mois de prison pour avoir insulté le chef de l'État, provoqué un rassemblement armé et insulté un agent. Le militant avait publié une vidéo dénonçant la clôture des mosquées à cause de la pandémie de COVID-19 et avait appelé tous les musulmans à faire fi des restrictions de l'état d'urgence pour aller prier dans les mosquées fermées. Le 8 juillet, après de multiples demandes de libération, les autorités lui ont accordé la libération provisoire.

Presse et médias, y compris les médias en ligne : Des journalistes indépendants ont régulièrement critiqué le gouvernement sans subir de représailles. Des publications indépendantes et privées et des médias affiliés au gouvernement existaient à Dakar, mais leur distribution dans les zones rurales n'était pas homogène.

SÉNÉGAL11

La radio était le moyen de communication de masse et la source d'informations la plus importante en raison du taux élevé d'analphabétisme. Il existait environ 200 stations de radios commerciales privées, publiques et communautaires. Une loi administrative régleme l'affectation des fréquences radio, mais les opérateurs communautaires se sont plaints du manque de transparence du processus d'attribution.

Bien que le gouvernement ait continué d'influencer les informations et les opinions diffusées à la télévision locale par l'intermédiaire de Radiodiffusion Télévision Sénégalaise (RTS), plus de dix chaînes de télévision privées ont fonctionné en toute indépendance. La loi accorde à l'État un intérêt majoritaire dans la RTS et le président contrôlait directement ou indirectement la sélection de tous les membres de son équipe de direction. En dehors de RTS, les membres du parti au pouvoir du président Sall contrôlaient tous les autres organes de presse publics, y compris l'Agence de presse sénégalaise et le quotidien *Le Soleil* ; les informations communiquées par ces organes de presse étaient souvent biaisées en faveur du gouvernement.

Censure ou restrictions sur le contenu : Les journalistes se sont parfois autocensurés, en particulier dans les médias contrôlés par le gouvernement. Le 8 juillet, les autorités ont interdit à la presse nationale de couvrir le procès du militant Abdou Karim Gueye.

Lois sur la diffamation et la calomnie : Il existe des lois sur le blasphème et la diffamation criminelle et elles ont parfois été appliquées.

Liberté d'accès à internet

La loi accorde à l'Autorité de régulation des Télécommunications et des Postes du Sénégal et aux fournisseurs d'accès à internet le droit de limiter ou de bloquer l'accès à certains sites en ligne et réseaux sociaux.

Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté d'enseignement ou aux manifestations culturelles.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

Le gouvernement a parfois restreint la liberté de réunion pacifique mais a

SÉNÉGAL12

généralement respecté la liberté d'association, à l'exception des organisations lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI). Le ministère de l'Intérieur doit autoriser les manifestations au préalable.

Liberté de réunion pacifique

Les autorités ont refusé l'autorisation de plusieurs manifestations tout au long de l'année. Certains groupes se sont également plaints que le gouvernement tardait sans raison à répondre aux demandes d'autorisation de manifestations publiques. Les autorités ont systématiquement invoqué la loi qui interdit les manifestations dans certaines parties du centre de Dakar pour interdire les manifestations.

Le 18 janvier, la police a arrêté 15 membres de No Lank No Ban réalisant une campagne de sensibilisation concernant l'augmentation du prix de l'électricité. Les autorités ont relâché les personnes arrêtées après 48 heures de détention.

Le 23 juin, les autorités ont arrêté des membres du mouvement de protestation des *Gilets rouges* pour avoir manifesté sans autorisation en faveur de la libération du militant Abdou Karim Gueye.

En novembre 2019, la police a arrêté Guy Marius Sagna, membre du collectif d'opposition No Lank No Ban, pour avoir manifesté contre l'augmentation du prix de l'électricité devant les portes du palais présidentiel et l'ont relâché trois mois plus tard. Le 10 août, les autorités l'ont arrêté à nouveau en face du bureau de l'administrateur de Dakar après qu'il a soumis une demande d'autorisation pour une marche le 14 août, l'accusant de participer à un rassemblement illégal sur la voie publique et pour réunion non autorisée. Les autorités l'ont relâché le même jour.

Liberté d'association

En novembre 2019, les autorités ont fermé un certain nombre d'organisations LGBTI suite à la publication d'une liste de ces organisations par un groupe privé (cf. Section 6, Actes de violence, criminalisation et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité du genre).

c. Liberté de religion

Veillez consulter le Rapport sur la liberté de religion dans le monde du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/religiousfreedomreport/.

d. Liberté de circulation

La Constitution et la loi autorisent la liberté de circulation à l'intérieur du pays, les déplacements à l'étranger, l'émigration et le rapatriement, et les pouvoirs publics ont généralement respecté ces droits. Les autorités ont continué d'autoriser le rapatriement généralement non encadré et essentiellement informel des réfugiés originaire de Casamance de retour de Gambie et de Guinée-Bissau.

Déplacements à l'étranger : La loi exige que certains fonctionnaires obtiennent l'autorisation du gouvernement pour quitter le pays. Cependant, seules les forces armées et les autorités judiciaires ont veillé à l'application de cette loi pour leurs employés.

e. Statut et traitement des déplacés internes

Les organismes internationaux d'aide humanitaire estiment que, pendant ce conflit de 38 années en Casamance, jusqu'à 20 000 personnes ont fui les villages de la région à cause des combats, des évacuations forcées et des mines terrestres. Les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays continuaient à retourner dans leurs villages.

f. Protection des réfugiés

Les pouvoirs publics ont coopéré avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour fournir protection et assistance aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, aux réfugiés, aux demandeurs d'asile, aux apatrides et aux autres personnes relevant de la compétence du HCR.

Droit d'asile : La législation prévoit l'octroi de l'asile et du statut de réfugié et le gouvernement a mis en place un système visant à assurer la protection des réfugiés. Comme le président doit approuver chaque cas, des retards d'un à deux ans dans l'octroi du statut de réfugié ont continué de poser problème. Les défenseurs des droits des réfugiés ont signalé que les autorités accordaient rarement le statut de réfugié ou l'asile aux demandeurs. Toutefois, elles accordaient généralement le droit de rester dans le pays à ceux qui attendaient une réponse à leur demande d'asile et à certains, dont la demande avait été rejetée.

Le gouvernement n'a pas garanti à tous les demandeurs d'asile une procédure

SÉNÉGAL14

régulière et des conditions de sécurité adaptées, dans la mesure où le comité qui étudiait les recours soumis par ceux qui s'étaient vu refuser le droit d'asile était celui-là même qui avait étudié le dossier initial. La police n'a pas arrêté de demandeurs d'asile pour séjour irrégulier au Sénégal. Si la police a arrêté des demandeurs d'asile contrevenants, les autorités ont généralement pris contact avec le HCR dans ces cas précis pour vérifier le statut de leur demande d'asile afin de veiller à n'expulser personne dont la demande était en attente.

Solutions durables : Depuis 1989, le pays a accordé une protection aux réfugiés mauritaniens éparpillés dans une vaste zone de la vallée du fleuve Sénégal le long de la frontière avec la Mauritanie et leur permettait de se déplacer librement dans le pays. Selon le HCR, la plupart des réfugiés mauritaniens encore dans le pays ont fait part de leur volonté de s'installer définitivement au Sénégal.

Protection temporaire : Les autorités n'ont pas officiellement accordé de protection temporaire, en dépit du fait qu'elles autorisaient généralement les personnes dont les demandes d'asile étaient en attente et, parfois, avaient été refusées, à rester dans le pays.

Section 3. Liberté de participer au processus politique

La Constitution et la loi donnent aux citoyens la possibilité de choisir leur gouvernement lors d'élections régulières libres et équitables, à bulletin secret et fondées sur le suffrage universel et égal.

Élections et participation au processus politique

Élections récentes : En février 2019, le président Macky Sall a été réélu avec 58 % des voix au premier tour. Les observateurs de l'élection ont convenu qu'elle avait été dans l'ensemble libre et équitable, en dépit de la constatation de cas isolés d'électeurs qui n'ont pas pu voter.

Participation des femmes et des membres de minorités : Il n'existe pas de lois limitant la participation des femmes et des membres des minorités au processus politique et ils y ont participé. La loi exige que les listes de candidats des partis politiques présentent un nombre égal de femmes et d'hommes pour les postes d'élus à tous les niveaux, des conseils municipaux à l'Assemblée nationale. Si le nombre de femmes élues a augmenté, la loi n'a pas permis pour autant de renforcer de façon appréciable leur pouvoir politique car elle ne s'applique pas aux fonctions dirigeantes des partis ni à d'autres organes décisionnaires importants tels que le

Conseil des ministres et le système judiciaire. Certains observateurs pensaient que des facteurs culturels et traditionnels empêchaient les femmes de participer au processus politique autant que les hommes. Les élues font souvent face à des pressions supplémentaires pour maintenir les rôles des genres traditionnels de soumission, rendant ainsi difficiles la confrontation avec les hommes au pouvoir et la domination de la sphère politique.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales pour les actes de corruption commis par des agents de l'État, mais elle n'a pas été souvent appliquée de manière efficace par le gouvernement. Des agents de l'État se sont fréquemment livrés en toute impunité à la corruption. Au cours de l'année, des cas de corruption au sein des administrations publiques ont été signalés.

Corruption : Le rapport annuel de l'Office national de lutte contre la fraude et la corruption (OFNAC) paru en 2016 avait conclu que les pots-de-vin, le détournement de fonds, l'abus de pouvoir et la fraude demeuraient répandus au sein des institutions de l'État, en particulier aux ministères de la Santé et de l'Éducation, des Transports et des services des postes. En janvier, l'OFNAC a publié des rapports attendus depuis longtemps sur ses activités pour 2017 et 2018 et a fait prêter serment à six nouveaux membres du conseil permettant ainsi au conseil d'être en pleine conformité pour la première fois depuis plusieurs années. Les signalements de corruption allaient de la demande de pots-de-vin par des bureaucrates impliqués dans les approbations publiques à un système de passation de marché opaque, en passant par la corruption du système judiciaire et de la police. Certains représentants haut-placés du gouvernement du président Sall auraient été impliqués dans des actes de corruption. Le gouvernement a réalisé quelques progrès dans ses travaux de lutte contre la corruption, en lançant des enquêtes pour corruption à l'encontre de plusieurs représentants officiels (principalement les rivaux politiques du président) qui se sont soldées par plusieurs condamnations.

Déclaration de situation financière : La loi requiert que le président, les ministres, le président de l'Assemblée nationale, le directeur de la gestion financière de l'Assemblée nationale et les administrateurs de fonds publics d'un montant supérieur à un milliard de francs CFA (1,7 million de dollars des États-Unis) fassent une déclaration de patrimoine auprès de l'OFNAC. Le non-respect de cette loi peut entraîner une sanction s'élevant au quart du salaire mensuel de la personne concernée jusqu'à ce que les formulaires requis soient présentés. Le président peut

démettre de leurs fonctions ceux qui refusent d'obtempérer. Les déclarations faites au titre de la loi sont confidentielles, à l'exception de celle du président, et la publication non autorisée des déclarations de patrimoine constitue une infraction pénale. Le 13 juillet, le président Macky Sall a donné un ultimatum d'un mois aux ministres de son gouvernement leur demandant de suivre les directives de l'OFNAC concernant la déclaration de patrimoine. Tous les ministres sauf un ont respecté l'échéance.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur les violations présumées des droits de l'homme

Un vaste éventail de groupes nationaux et internationaux de défense des droits de la personne a dans l'ensemble fonctionné sans entrave de la part des autorités publiques et mené l'enquête sur des affaires de violation de droits de la personne dont ils ont ensuite publié les résultats. Les agents de l'État se sont montrés relativement coopératifs, mais ils ont rarement adopté des mesures pour répondre à leurs préoccupations.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : Le Comité national des droits de l'homme, un organisme dépendant de l'État, comprenait des représentants de l'État, des groupes de la société civile et des organisations indépendantes de défense des droits de l'homme. Il était habilité à enquêter sur les violations, mais manquait de crédibilité, n'a pas mené d'enquêtes et la publication de son dernier rapport annuel remontait à 2001.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

Femmes

Viol et violences familiales : La loi interdit le viol mais ne prend pas en compte le genre de victimes. La loi ne traite pas du viol conjugal. Un amendement du code pénal adopté en décembre 2019 a accru les peines pour viol, abus d'enfants et pédophilie. Il a bénéficié du large soutien des groupes de femmes et de la société civile outrés par des incidents monstrueux de viols. Les peines initiales dont étaient passibles les auteurs de ces crimes, précédemment de 5 à 10 ans, sont passées à 10 à 20 ans de prison, avec la possibilité de la perpétuité en cas de circonstances aggravantes. Les experts ont noté que les autorités devraient former davantage de gynécologues et de psychologues à l'assistance aux victimes et sensibiliser à cette loi les principaux acteurs de la société, de la police, aux juges, en passant par les chefs religieux et les médias.

SÉNÉGAL17

Les autorités n'ont pas pleinement appliqué les lois existantes, particulièrement dans les cas de violences familiales. Bien que les actes de violence familiale causant un préjudice durable soient passibles d'une peine de prison de 10 à 20 ans et de la perpétuité dans le cas des meurtres, la police n'intervenait généralement pas dans les disputes familiales. Plusieurs associations de femmes et le Comité de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (CLVF) ont signalé une recrudescence de la violence à l'encontre des femmes.

Des ONG, dont le CLVF, ont noté la non-application par certains juges des lois contre la violence familiale, citant des affaires dans lesquelles des juges avaient argué d'une insuffisance de preuves pour justifier de l'attribution de peines plus clémentes. Les ONG ont aussi noté le fait que le gouvernement n'avait pas autorisé les associations à porter des affaires devant les tribunaux au nom des victimes, ainsi que le manque de lois de protection des victimes de viol.

Le nombre de cas de violence familiale, que de nombreux citoyens estimaient faire partie de la vie, était en réalité beaucoup plus élevé que le nombre de cas déclarés. Bien que le ministère de la Justice soit chargé de la lutte contre la violence familiale, il n'a mis en place aucun programme destiné à combattre le viol et la violence familiale. À Dakar, le Centre Ginddi administré par l'État accueillait des femmes et des filles victimes de viol ou de mariage précoce ou forcé, ainsi que des enfants des rues.

Le 20 février, un juge a placé un enseignant coranique en détention pour le viol présumé de mineurs de moins de 13 ans, à la suite d'accusations selon lesquelles ils auraient abusé d'un certain nombre de jeunes élèves de son école religieuse.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : La loi prévoit des peines criminelles pour la réalisation de MGF/E sur des femmes ou filles, mais les autorités n'ont intenté aucune poursuite. La prévalence des pratiques de MGF/E dans le pays était de 25 %, ce taux variant grandement d'une région à l'autre et en fonction des groupes ethniques. Selon l'UNICEF et des études locales, le taux de certaines régions atteignait les 80 %.

Harcèlement sexuel : La loi stipule des peines de prisons de 5 mois à 3 ans et des amendes allant de modestes à considérables pour le harcèlement sexuel, mais le problème était répandu. Les autorités n'ont pas fait appliquer la loi de manière efficace.

SÉNÉGAL18

Pressions en matière de contrôle démographique : Il a été fait état d'aucun cas d'avortement ou de stérilisation forcé par les autorités.

Discrimination : La loi prévoit le même statut juridique et les mêmes droits pour les hommes et les femmes, bien qu'il existe des restrictions juridiques relatives à l'emploi des femmes, y compris des limites quant aux métiers et tâches mais pas à la durée du travail. Cependant, la discrimination envers les femmes était très répandue, en particulier dans les zones rurales où les coutumes traditionnelles et la discrimination en matière d'héritage étaient les plus fortes.

La définition des droits paternels dans le Code de la famille demeurait également un obstacle à l'égalité entre les hommes et les femmes. La loi considère que l'homme est le chef de famille ce qui empêche les femmes d'être les responsables légales de leurs enfants. De plus, les allocations familiales sont versées au père. Une femme peut légalement devenir chef de famille uniquement si l'époux renonce formellement à cette fonction devant les autorités ou s'il est incapable de l'assumer.

Bien que les femmes bénéficient du même accès aux terres que les hommes au regard de la loi, il leur a été difficile d'acquérir des biens fonciers dans les zones rurales du fait des pratiques traditionnelles. Beaucoup de femmes n'avaient accès aux terres que par l'intermédiaire de leur mari et la sécurité de leurs droits dépendait du maintien de leur relation avec celui-ci. Des lois et politiques discriminatoires limitaient également l'accès des femmes au capital et leur capacité à le contrôler.

Le ministère de la Femme, de la Famille et du Genre est doté d'une Direction de l'Équité et de l'Égalité du Genre qui a mis en œuvre des programmes de lutte contre la discrimination.

Enfants

Enregistrement des naissances : La nationalité s'acquiert par la naissance sur le territoire sénégalais ou la naturalisation. La loi prévoit l'égalité des droits de la mère et du père pour la transmission automatique de la citoyenneté à leurs enfants. La loi ne requiert pas la déclaration des naissances à l'état civil. L'enregistrement des naissances se faisait moyennant une somme modique et nécessitait de se rendre dans un centre d'état civil, ce qui était difficile pour de nombreux habitants des zones rurales.

SÉNÉGAL19

Éducation : La loi prévoit l'enseignement gratuit et obligatoire pour les enfants âgés de six 6 à 16 ans, bien qu'environ un tiers de ces enfants ne soient pas scolarisés. Certains enfants n'étaient pas scolarisés pour des raisons religieuses. Si les enfants ont généralement pu aller à l'école primaire sans acte de naissance, ce dernier obligatoire pour passer les examens nationaux. Les élèves devaient souvent acheter leurs propres manuels, uniformes et autres fournitures scolaires.

Les filles se heurtaient à de plus grandes difficultés pour continuer leur scolarité après le niveau primaire. Le manque d'eau courante, les mauvaises conditions d'hygiène, les grossesses précoces, les longues distances à parcourir et le harcèlement sexuel par les personnels des écoles sont autant de facteurs qui contribuaient à l'abandon par les filles de leur scolarité. Quand les directeurs d'écoles étaient informés de cas de harcèlement ou d'exploitation sexuels, ils essayaient généralement de résoudre la situation eux-mêmes sans la dénoncer à leurs supérieurs hiérarchiques ou à la police et avaient tendance à stigmatiser et condamner le comportement des filles plutôt que celui des enseignants. Les filles étaient généralement incertaines de ce qui constituait le consentement et le harcèlement et ne savaient pas à qui dénoncer toute exploitation. Lorsque les filles se retrouvaient enceintes, elles abandonnaient l'école et étaient souvent rejetées par leurs familles.

De nombreux parents prenaient la décision de garder à la maison leurs filles en âge de fréquenter le collège ou le lycée pour les faire travailler ou les marier, plutôt que de les scolariser. Ces dernières années, cependant, la disparité entre les genres aux niveaux des collèges et des lycées a diminué de façon appréciable.

Maltraitance d'enfants : La maltraitance des enfants était toujours répandue, surtout celle des garçons envoyés à Dakar et dans d'autres municipalités pour mendier sous peine de punitions. Beaucoup de ces garçons étaient envoyés par leurs parents dans les écoles religieuses coraniques ou *daaras* pour leurs études. Dans certaines *daaras*, les maîtres coraniques exploitaient ces enfants, les maltrattaient physiquement et les forçaient à mendier dans la rue. Selon Human Rights Watch, en 2019, plus de 100 000 élèves vivaient dans des *daaras* dans le pays.

Le 18 février, un élève d'une école coranique de Louga âgé de 13 ans est mort des suites d'un passage à tabac aux mains de son enseignant coranique. Les autorités n'ont ni mené l'enquête, ni mis l'enseignant en examen.

Mariage d'enfants, précoce et forcé : La loi accorde aux femmes le droit de choisir qui elles souhaitent épouser et quand, mais les pratiques traditionnelles ont souvent

SÉNÉGAL20

limité ce choix. Bien qu'elle interdise le mariage des filles de moins de 16 ans, elle n'a généralement pas été appliquée dans la plupart des communautés où les mariages étaient arrangés. Un juge peut accorder une dispense spéciale sous certaines conditions à un homme pour épouser une jeune fille qui n'a pas l'âge du consentement.

D'après des associations de défense des droits des femmes et des responsables du ministère de la Femme, de la Famille et du Genre, le mariage des enfants, précoce et forcé était un problème important, notamment dans certaines des zones plus rurales du sud, de l'est et du nord-est du pays. Le ministère a mené des campagnes de sensibilisation pour y remédier. Selon les chiffres du Fonds des Nations Unies pour la population, 33 % des femmes étaient mariées avant l'âge de 18 ans et 12 % avant 15 ans.

Exploitation sexuelle des enfants : La loi interdit l'exploitation commerciale sexuelle, la vente et l'offre ou le proxénétisme d'enfants pour la prostitution ou des pratiques associées à la pornographie. Les auteurs d'abus sexuels condamnés pour traite d'enfants sont passibles de peines de 5 à 10 ans de prison et d'une amende. La peine maximum s'applique si l'auteur de l'infraction est un membre de la famille. Le proxénétisme de mineur est passible d'une peine d'emprisonnement de deux à cinq ans et d'amendes pouvant aller de peu élevées à considérables. La peine maximum s'applique quand la victime a moins de 13 ans. Si la loi n'était pas appliquée avec efficacité, les cas dénoncés aux responsables officiels faisaient l'objet d'enquêtes de suivi par les autorités. L'âge minimum des rapports sexuels consensuels est de 18 ans.

La pornographie impliquant des mineurs de moins de 16 ans est considérée comme de la pédophilie et est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans et d'une amende.

L'exploitation des femmes et des filles dans le cadre de la traite sexuelle constituait un problème, en particulier dans la région des mines d'or de Kédougou, dans le sud-est du pays. Bien qu'aucun cas de tourisme sexuel impliquant des mineurs n'ait été signalé, le Sénégal était considéré comme une destination pour ce type de touristes venant, entre autres, de France, de Belgique et d'Allemagne.

Infanticide ou infanticide d'enfants porteurs de handicap : L'infanticide a continué de poser problème, généralement pour des questions d'indigence ou de honte. Dans certains cas, les familles des femmes les poussaient à tuer leur bébé par honte. Des domestiques et des femmes issues de zones rurales travaillant dans les villes ont

SÉNÉGAL21

parfois tué leur nouveau-né si elles ne pouvaient pas s'en occuper. Selon la Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, des infanticides étaient également commis lorsqu'une femme tombait enceinte d'un homme appartenant à une caste professionnelle interdite. Si la police découvrait l'identité de la mère, celle-ci pouvait être arrêtée et traduite en justice pour infanticide.

Enfants déplacés : De nombreux enfants déplacés par le conflit en Casamance vivaient chez des membres de leur famille élargie ou des voisins, dans des centres d'accueil pour enfants ou dans les rues. Selon des ONG situées en Casamance, les enfants déplacés souffraient des effets psychologiques du conflit, de malnutrition et d'un mauvais état de santé. En mai, le ministère de la Femme, de la Famille, du Genre, des Enfants et de la Protection sociale a lancé la troisième phase de son projet « Zéro enfants dans la rue ». Ce projet visait le retrait de 10 000 enfants des rues de Dakar en les renvoyant dans leur famille. Ce programme dont le coût est de un milliards de francs CFA (1,8 millions de dollars des États-Unis) a également cherché à retirer 10 000 enfants des rues dans d'autres régions.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le Sénégal n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Veuillez consulter le rapport du département d'État intitulé *Annual Report on International Parental Child Abduction* (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants - en anglais seulement) à l'adresse suivante : <https://travel.state.gov/content/travel/en/International-Parental-Child-Abduction/for-providers/legal-reports-and-data.html>.

Antisémitisme

Une centaine de Juifs résidait au Sénégal et aucun acte antisémite n'a été signalé.

Traite des personnes

Veuillez consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

Personnes en situation de handicap

La loi interdit la discrimination à l'encontre des personnes en situation de handicap mais le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'application de ces dispositions. La loi stipule également que l'accessibilité doit être assurée pour les personnes en situation de handicap, mais les autorités publiques ne l'ont pas fait

SÉNÉGAL22

respecter de manière efficace.

Le gouvernement a accordé des bourses aux personnes en situation de handicap, organisé leur formation professionnelle dans des centres régionaux et leur a fourni des ressources financières pour créer des entreprises. En raison du manque de formation en éducation spécialisée des enseignants et d'établissements accessibles aux enfants en situation de handicap, les autorités n'ont inscrit que 40 % de ces enfants à l'école primaire. Il n'existait en général aucune aide pour les personnes porteuses d'un handicap mental et les incidents de maltraitance envers ces personnes étaient courants.

Les personnes en situation de handicap ont rencontré des difficultés pour s'inscrire sur les listes électorales et accéder aux bureaux de vote à cause d'obstacles physiques comme les escaliers et du manque de dispositions adaptées, par exemple des bulletins de vote en braille ou des interprètes en langue des signes pour les personnes malvoyantes, malentendantes ou muettes. La loi réserve 15 % des nouveaux postes de la fonction publique aux personnes en situation de handicap mais ce quota n'a jamais été appliqué. Dans les régions en dehors de Dakar, les personnes en situation de handicap continuaient de se voir exclues de l'accès à ces postes.

Le ministère de la Santé et de l'Action sociale est chargé de protéger les droits des personnes en situation de handicap.

Membres de minorités nationales/raciales/ethniques

La coexistence entre groupes ethniques a en général été pacifique.

Les personnes de castes inférieures ont continué à faire l'objet de discrimination et les intellectuels ou hommes d'affaires de castes inférieures tentaient souvent de dissimuler leurs origines.

Actes de violence, criminalisation et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

Les relations sexuelles consensuelles entre adultes de même sexe, que la loi définit comme un « acte contre nature », constituent une infraction pénale ; cette loi a cependant été rarement appliquée. Aucune loi n'interdit la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre et il n'existait pas de lois relatives aux crimes de haine susceptibles de motiver des poursuites pour crimes motivés

SÉNÉGAL23

par les préjugés à l'égard des personnes LGBTI.

Les personnes LGBTI ont été confrontées à une discrimination répandue, à l'intolérance sociale et à des actes de violence. Les personnes LGBTI faisaient souvent l'objet de menaces, d'agressions collectives, d'expulsions, de chantage et de viols. Les autorités excusaient ou toléraient parfois ces abus. Les militants de la cause LGBTI se sont également plaints de discrimination en matière d'accès aux services d'aide sociale. Les pouvoirs publics et les attitudes culturelles sont restés profondément empreints de préjugés à l'encontre des personnes LGBTI.

En octobre 2019, les autorités du cimetière de Touba ont refusé d'octroyer l'autorisation d'enterrer un homme au cimetière de Bakhia sur la base d'un signalement indiquant que le mort était LGBTI.

En novembre 2019, une organisation anti-LGBTI notable a publié une liste d'associations LGBTI et de leurs dirigeants qui ont reçu le statut d'ONG de la part de l'État. La publication de cette liste a déclenché un tollé contre ces organisations, ce qui a mené les autorités à les fermer.

Stigmatisation sociale liée au VIH et au sida

La loi interdit toute forme de discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH-sida. Le gouvernement et les ONG ont mené des campagnes de sensibilisation afin de favoriser l'acceptation au sein de la société des personnes vivant avec le VIH ou le sida, d'augmenter le dépistage du VIH-sida et d'étendre les services de conseil psychologique à travers le pays. Des défenseurs des droits de l'homme ont néanmoins indiqué que des personnes séropositives et d'autres vivant avec des maladies apparentées au sida avaient été victimes de discrimination en raison de la croyance répandue selon laquelle la séropositivité était une preuve d'homosexualité. Des hommes séropositifs s'abstenaient parfois de prendre des antirétroviraux par crainte que leurs familles ne découvrent leur orientation sexuelle.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La loi autorise les travailleurs à constituer des syndicats indépendants et à y adhérer, à l'exception des membres des forces de sécurité, comme les policiers et les gendarmes, les douaniers et les juges. Les syndicats ont le droit de négocier

SÉNÉGAL24

collectivement et de faire grève, avec quelques restrictions. Les fonctionnaires ont également le droit de former des syndicats et d'y adhérer. Selon le Code du travail, pour avoir une existence légale, un syndicat doit obtenir une autorisation du ministère de l'Intérieur. Les syndicats n'ont aucun recours juridique si le ministre refuse de les reconnaître, mais il est rare que l'autorisation leur soit refusée. Dans le cadre de la procédure de reconnaissance des syndicats, la loi confère au ministère le pouvoir de vérifier la moralité et l'aptitude des candidats aux postes de responsables syndicaux. Toute modification des statuts d'un syndicat doit être déclarée à l'inspection du travail et au Ministère public qui mènent une enquête à cet égard. La loi précise par ailleurs que les mineurs (aussi bien travailleurs qu'apprentis) ne peuvent pas adhérer à un syndicat sans l'autorisation de leurs parents. Le procureur de la République peut mettre fin aux activités d'un syndicat et le dissoudre par ordonnance administrative si ses délégués ne respectent pas les réglementations des pouvoirs publics applicables aux devoirs d'un syndicat envers ses membres.

La loi interdit la discrimination antisyndicale et autorise les syndicats à mener leurs activités sans ingérence. Les étrangers ne peuvent occuper des fonctions syndicales qu'à condition de vivre au Sénégal depuis cinq ans au moins et seulement si leur pays accorde les mêmes droits aux citoyens sénégalais. On estime que des conventions collectives s'appliquaient à 44 % des travailleurs de l'économie formelle. Les syndicats peuvent intenter des poursuites judiciaires contre toute personne ou entité qui enfreint les droits en matière de négociation collective des membres des syndicats, y compris par le licenciement.

La grève est autorisée par la loi, mais certaines réglementations limitent ce droit. Selon les militants syndicaux, la Constitution limite le droit de grève en stipulant que la grève ne doit pas porter atteinte à la liberté de travailler ou mettre en péril une entreprise. La loi stipule que les lieux de travail ne peuvent pas être occupés pendant une grève et que celle-ci ne peut pas entraver la liberté des non-grévistes de travailler ou entraver le droit de la direction de pénétrer dans les locaux de l'entreprise. Les piquets de grève, les grèves perlées, la grève du zèle et les grèves sur le tas sont donc interdits. Les syndicats de fonctionnaires doivent avertir les pouvoirs publics de leur intention de faire grève au moins un mois à l'avance et les syndicats du secteur privé trois jours à l'avance. Le gouvernement n'a aucune obligation légale d'amorcer le dialogue avec les groupes qui prévoient de faire grève, mais il l'a parfois fait. Les autorités peuvent aussi réquisitionner des salariés pour remplacer les grévistes dans tous les secteurs, y compris dans les « services essentiels ». Un salarié qui prend part à une grève illégale est passible de licenciement sans préavis. Les pouvoirs publics ont appliqué de manière efficace la

législation sur le droit de grève. Des amendes et/ou des peines de prison font partie des sanctions prévues en cas de non-respect de ces dispositions. Ces sanctions étaient suffisantes pour avoir un effet dissuasif. Le Code du travail ne s'applique pas au secteur informel et exclut donc la majorité de la main-d'œuvre, y compris les agriculteurs de subsistance, les domestiques et les employés de nombreuses entreprises familiales. Les pouvoirs publics ont généralement fait respecter les lois applicables. Les peines étaient comparables à celles imposées pour des infractions semblables.

Les pouvoirs publics et les employeurs ont dans l'ensemble respecté la liberté d'association et le droit à la négociation collective dans certaines limites. Les travailleurs ont exercé leur droit de créer des syndicats ou d'y adhérer, mais le sentiment antisyndical est demeuré fort au sein du gouvernement. D'une manière très semblable au système syndical français, les syndicats s'organisent par secteur économique. Aucun cas de discrimination antisyndicale n'a été signalé.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit toutes les formes de travail forcé ou obligatoire. De nombreuses dispositions légales prévoient des peines d'emprisonnement avec travaux forcés en cas de non-respect de certaines pratiques, par exemple pour participation à des grèves dans les « services essentiels », pour occupation du lieu de travail ou de ses environs immédiats durant des mouvements de grèves, ou de manquement aux règles du travail jugé mettre en danger des navires, ou la vie ou la santé des personnes à bord. Les peines pour travaux forcés étaient comparables aux peines appliquées pour d'autres crimes.

Les pouvoirs publics n'ont pas veillé efficacement au respect des lois en vigueur contre le travail forcé et ces pratiques ont perduré dans les domaines de la servitude domestique, de la prostitution forcée, du travail agricole et de l'extraction minière artisanale. Le travail forcé des enfants s'est pratiqué, y compris la mendicité forcée des enfants dans certaines écoles coraniques (voir section 6). Certains enfants de ces écoles étaient soumis à des conditions de servitude, forcés de travailler tous les jours, en général en mendiant dans la rue, et de rapporter un quota quotidien d'argent (ou quelquefois de sucre ou de riz) fixé par leur maître. Le Centre national de lutte contre la traite des personnes et la Cellule d'appui à la protection de l'enfance ont continué de prendre ces questions en main dans l'ensemble du pays. Cependant, dans les cas potentiels de mendicité forcée identifiés par les autorités, bien souvent, elles n'ont pas appliqué les directives de peines minimales précédemment mandatées.

Veillez également consulter le *Rapport du département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivantes : <https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi

La réglementation sur le travail des enfants fixe l'âge minimum d'admission à l'emploi à 15 ans, les travaux dits « dangereux » étant interdits jusqu'à la majorité. La loi interdit de nombreuses formes de travail dangereux des enfants, mais comporte des exceptions. Dans le secteur agricole, par exemple, les enfants sont autorisés à travailler dans un cadre familial dès douze ans. La loi permet également aux garçons de moins de 16 ans de s'acquitter de travaux « légers » dans les galeries souterraines des mines et dans les carrières. Du fait des dangers associés au travail dans les mines, les « travaux légers » ne protègent pas des risques.

Les inspecteurs du ministère du Travail sont chargés d'enquêter sur les cas de travail des enfants et d'intenter des poursuites judiciaires si besoin est. Les enquêteurs du ministère peuvent se rendre n'importe où pendant les heures de travail afin d'y vérifier le respect du droit du travail et de faire des enquêtes à ce sujet ; ils peuvent agir sur déclarations faites par les syndicats ou des citoyens ordinaires. Les peines associées au travail des enfants n'étaient fréquemment pas appliquées et n'étaient pas comparables aux peines appliquées pour d'autres crimes graves.

Le ministère du Travail a envoyé des inspecteurs pour enquêter sur des lieux de travail du secteur formel mais ils n'étaient pas suffisamment formés pour gérer les situations de travail des enfants. La Cellule de lutte contre le travail des enfants du ministère du Travail était en sous-effectifs. Les inspecteurs ne surveillaient pas le secteur informel de manière adéquate et aucun cas de travail des enfants n'a été identifié dans le secteur formel. De plus, de nombreuses zones où les abus sont répandus sont reculées et les inspecteurs ne se trouvent que dans les municipalités plus importantes. En raison essentiellement de l'insuffisance des efforts de la Cellule de lutte contre le travail des enfants et du ministère du Travail, aucun système spécifique n'existait pour signaler ce type d'infractions. Le ministère s'en remettait aux syndicats pour dénoncer les auteurs d'infractions. Le gouvernement a organisé des séminaires avec des fonctionnaires locaux, des ONG et des membres de la société civile pour sensibiliser le public aux dangers du travail des enfants, à l'exploitation par la mendicité et à l'exploitation en ligne des enfants.

SÉNÉGAL²⁷

C'est dans le secteur économique informel où la réglementation du travail n'était pas appliquée que l'on a relevé le plus de cas de travail des enfants. Les pressions économiques et le manque de possibilités en matière d'éducation ont souvent conduit les familles rurales à valoriser le travail de leurs enfants plutôt que leur scolarité. Le travail des enfants était particulièrement répandu dans les régions de Tambacounda, de Louga et de Fatick, où jusqu'à 90 % des enfants travaillaient. Le recours au travail des enfants était endémique dans de nombreuses activités du secteur informel et familial, comme l'agriculture (culture du millet, du maïs et des arachides), la pêche, l'orpaillage, les garages, les décharges, les abattoirs, la production de sel, l'exploitation de carrières et les ateliers de ferronnerie et de menuiserie. Le secteur informel, vaste mais non réglementé, de l'extraction minière artisanale mobilisait des familles entières, y compris des enfants. Des enfants orpailleurs, dont la plupart étaient âgés de dix à 14 ans, travaillaient environ huit heures par jour avec des agents toxiques comme le mercure, sans formation ni équipement de protection. Des cas d'enfants travaillant dans les exploitations agricoles familiales et comme gardiens de troupeaux ont été également signalés. Les enfants étaient également employés comme domestiques, chez les tailleurs, sur les étalages de fruits et légumes et dans d'autres secteurs de l'économie informelle.

Selon l'Organisation Internationale du Travail, 28 % des enfants faisaient partie de la population active. La mendicité forcée parmi les enfants envoyés vivre et étudier sous la supervision de maîtres coraniques (voir sections 6 et 7.b.) était l'une des formes les plus fréquentes de travail forcé des enfants.

Veillez consulter également les *Conclusions sur les pires formes de travail des enfants* du département du Travail, à l'adresse suivante : www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/findings/.

d. Discrimination en matière d'emploi et de profession

Le droit du travail interdit la discrimination fondée sur l'origine nationale, la race, le genre, le handicap et la religion en matière d'emploi et de profession ; les contrevenants sont officiellement passibles d'amendes et de peines de prison, mais ces dispositions n'ont pas été appliquées avec régularité et les sanctions n'étaient pas suffisamment dissuasives pour faire obstacle aux violations. Les peines encourues pour ces infractions étaient proportionnelles de celles imposées pour des infractions similaires. La loi n'interdit pas explicitement la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'application des dispositions antidiscriminatoires de la loi. La

discrimination fondée sur le genre dans l'emploi et la profession existait et constituait la forme la plus courante de discrimination. Les hommes et les femmes ont les mêmes droits de postuler un emploi, mais les femmes se sont heurtées à des restrictions pour certaines fonctions et tâches. Les femmes ont été victimes de discrimination dans l'emploi et pour gérer des entreprises (voir section 6).

e. Conditions de travail acceptables

Le salaire horaire minimum national était supérieur à l'estimation du taux de pauvreté monétaire. Le ministère du Travail est chargé de veiller à l'application du salaire minimum. Les syndicats ont aussi joué un rôle de surveillance et contribué à l'application effective de la réglementation sur le salaire minimum dans l'économie formelle. Les dispositions relatives au salaire minimum s'appliquent également aux travailleurs étrangers et migrants.

Pour la plupart des professions du secteur formel, la loi établit une semaine de travail normale de 40 à 48 heures, soit environ 2 100 heures par an, avec une période de repos d'au moins 24 heures par semaine, un mois de congés par an, l'adhésion à la sécurité sociale et aux plans de retraite mis en place par l'État, le respect des normes de sécurité et d'autres mesures. Les activités exécutées entre 22 heures et 5 heures du matin sont considérées comme du travail de nuit ; les travailleurs doivent percevoir une rémunération supplémentaire de 60 % pour toute heure de travail de nuit et de 100 % pour toute heure de travail de nuit effectuée les jours fériés. La loi n'interdit pas les heures supplémentaires excessives ou obligatoires dans le secteur formel.

La majoration des rémunérations pour les heures supplémentaires n'est requise que dans l'économie formelle. Il existe des dispositions réglementaires concernant la sécurité et la santé au travail selon les secteurs, dont le gouvernement fixe les normes. Les salariés ou leurs représentants ont le droit de faire des propositions visant à assurer leur protection et leur sécurité et peuvent s'adresser aux autorités administratives compétentes en cas de refus de l'employeur.

Le ministère du Travail est, par l'intermédiaire de l'Inspection du travail, chargé de l'application des normes relatives au travail dans le secteur formel ; les contrevenants sont officiellement passibles d'amendes et de peines de prison, mais ces dispositions n'étaient pas appliquées de façon homogène et n'ont pas été suffisantes pour avoir un effet dissuasif. Les peines encourues pour ces infractions étaient proportionnelles à celles imposées pour des infractions comparables. La réglementation portant sur la semaine de travail n'a pas été systématiquement

SÉNÉGAL29

respectée. Les inspecteurs du travail travaillaient dans de mauvaises conditions et ne disposaient pas de moyens de transport adéquats pour mener avec efficacité leur mission. Le nombre d'inspecteurs du travail était insuffisant pour garantir le respect des dispositions en vigueur. Les inspecteurs du travail ont l'autorité d'organiser à des inspections surprises et d'imposer sanctions. Les infractions aux règles applicables aux salaires, aux heures supplémentaires et aux normes de sécurité et de santé au travail ont été fréquentes. En raison du taux de chômage élevé et de la lenteur du système juridique, les travailleurs ont rarement exercé leur droit nominal de se retirer de situations qui présentaient un danger pour leur santé ou leur sécurité. D'après les statistiques du Conseil National du Patronat, il y a eu 1 700 accidents du travail en 2017, comparé à 1 900 cas en 2016 (dont la plupart ont eu lieu à Dakar) ; ce nombre était probablement beaucoup plus élevé en réalité, car les chiffres officiels ne tiennent pas compte du nombre important d'accidents du travail dans le secteur informel.